

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Relations aux publics et  
Affaires militaires**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Samira SALOMON.

**Avis du Conseil Municipal dans le cadre des Installations Classées pour la  
Protection de l'Environnement  
Enregistrement de l'entreprise BATIR**

Par arrêté n° 2017-I-887 en date du 11 juillet 2017, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une procédure de consultation du public, qui se déroulera du lundi 04 septembre 2017 au vendredi 29 septembre 2017 inclus, jusqu'à 17h30, à l'égard de la demande formulée par Monsieur Jean-Marc BOYER, Directeur de la société BATIR dont le siège social est situé 339 chemin du mas Soulas - 34380 VIOLS-LE-FORT.

Elle vise à obtenir l'enregistrement d'une installation de broyage et de concassage, et d'une station de transit de matériaux situées sur la commune de MONTPELLIER, 3 024 avenue Albert Einstein, au lieu-dit « Le Grand Grès ».

Les communes de Montpellier, Mauguio et Saint-Aunès, comprises dans un rayon de 1 km autour de l'installation, sont appelées à donner leur avis sur la présente demande d'enregistrement.

Ces installations sont soumises à enregistrement et relèvent du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement, notamment les articles R.512-46-11 à R.512-46-15, sous les rubriques 2717-2 et 2515-1b de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Deux activités exercées sur ce site sont soumises à enregistrement et sont classées sous les rubriques suivantes :

- 2717-2 : concernant une station de transit de produits minéraux non dangereux inertes, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m<sup>2</sup> mais inférieure à 30 000 m<sup>2</sup>.

Sur le site, la superficie est de 17 917 m<sup>2</sup> :

- 2515-1b : concernant une installation de broyage, concassage, criblage de matériaux inertes.

La puissance installée des installations étant supérieure à 200 KW, mais inférieure ou égale à 550 KW.

Il est prévu sur le site l'utilisation d'un groupe mobile de concassage criblage d'une puissance installée totale de 351,5 KW.

La société BATIR exploite sur ce site, depuis juin 2009, une station de transit et de recyclage de matériaux inertes qui a fait initialement l'objet d'un récépissé de déclaration n°09-081 en date du 06 juillet 2009.

Devant, d'une part, l'évolution réglementaire de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ne portant plus sur la capacité de stockage mais sur la superficie de l'aire de transit, qui est sur le site de 17 917 m<sup>2</sup>, et d'autre part, face à l'augmentation des quantités de matériaux inertes à traiter qui nécessitent l'utilisation d'un groupe mobile de concassage-criblage d'une puissance installée supérieure à celle de 2009, ces activités relèvent, ce jour, du régime de l'enregistrement et font l'objet du présent dossier.

La présente demande porte ainsi d'une part, sur l'activité d'une station de transit et d'autre part, sur une activité de recyclage des matériaux et des installations de traitement

**Après étude du dossier technique, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable concernant ce projet sous réserve que :**

- L'exploitant se conforme au certificat d'urbanisme en date du 22 mai 2017, qui autorise la réalisation d'une opération à titre précaire application des dispositions des articles L et R 433-1 et suivants du Code de l'Urbanisme au regard des observations et prescriptions particulières suivantes : au vu du descriptif de l'activité qui ne pourra être qu'à durée précaire compte tenu de la révision du SCOT et nécessitera un transfert de l'activité non compatible avec les nouvelles dispositions de ce dernier, et au vu du caractère mobile facilement démontable des installations nécessaires à l'exercice de cette activité provisoire ;

- Une nouvelle campagne de mesures acoustiques soit réalisée, comme prévu par le projet, pendant une opération de criblage-concassage du nouveau groupe mobile.
- Une campagne de mesure des retombées de poussières soit réalisée, comme prévu par le projet.
- L'aire étanche soit aménagée pour le plein de la pelle et du chargeur, comme prévu par le projet.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 septembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20170928-12885-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 06/10/17  
Réception en Préfecture : 06/10/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.